



(nouveau) Parti communiste italien

Comité central

Site : <http://www.nuovopci.it>

e.mail : nuovopci@riseup.net

Délégation :

BP3 4, rue Lénine 93451 L'Île St Denis (France)

e.mail : delegazione.npci@riseup.net

Communiqué CC 8/2020 - 12 mars 2020

Exiger du gouvernement, des pouvoirs publics et des patrons la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, le blocage des licenciements, l'extension des contrats de travail précaires et le paiement régulier des salaires aux travailleurs prolétariens et un revenu décent aux indépendants (ce que même Salvini, Meloni & C jusqu'à leur arrivée au gouvernement réclament, mais pas par hasard en termes vagues et sans faire bouger les administrations régionales et municipales qu'ils contrôlent) !

Démanteler l'opération préventive de contre-révolution par laquelle, sous prétexte de l'épidémie de coronavirus Covid-19, le gouvernement M5S-PD du comte Joseph, les dirigeants de la République papale et leurs complices et parrains abolissent les droits constitutionnels des masses populaires !

Abolir les décrets de sécurité Sauveur-Minniti qui répriment les masses populaires et récompensent le crime organisé ! Absolument non aux sanctions pécuniaires que sont les immunités pour tous les riches, souvent moins chères que la prescription !

Profiter de chaque occasion pour promouvoir les organisations de travailleurs et de personnes et leur coordination dans le but de former un gouvernement populaire d'urgence !

Pas de coopération parlementaire entre le gouvernement et l'opposition contre les masses populaires !

Avec les décrets-lois des 8 et 9 mars, le gouvernement de Conte 2 a pris prétexte de l'épidémie du coronavirus Covid-19 pour tenter d'imposer un couvre-feu général aux forces armées et aux forces de l'ordre et, au nom de la lutte contre la contagion, a aboli les droits constitutionnels des masses populaires : le droit de se rassembler, de s'organiser, de se déplacer, de faire la grève, de manifester, le droit à l'éducation et autres. Toutes ces décisions du gouvernement sont non seulement antipopulaires mais aussi anticonstitutionnelles, prises illégalement, sans même suivre les procédures prescrites par la Constitution elle-même pour la révision de la Constitution (articles 137 et 138) : elles constituent un coup d'État mené par les dirigeants de la République papale.

La lutte contre la contagion n'est qu'un prétexte, tant il est vrai que des millions de travailleurs sont contraints d'aller travailler sans mesures anti-contagieuses. Contre une épidémie telle que celle du coronavirus Covid-19, il faut remédier rapidement à la destruction et à la privatisation du système de santé par les gouvernements des pays de l'Union européenne afin de disposer rapidement de suffisamment de places en soins intensifs pour les personnes infectées qui développent des symptômes graves et de laisser les autres individus développer des défenses immunitaires, car les institutions pharmaceutiques et de recherche, qui travaillent chacune pour le profit de son propriétaire et se font concurrence pour breveter les résultats, n'ont pas préparé un vaccin à temps.

En ralentissant simplement la propagation de la contagion, l'épidémie durera des mois et des mois : la République populaire de Chine l'aura peut-être maîtrisée en quelques mois (là, l'épidémie a été reconnue en décembre dernier), mais seulement parce que la RPC est encore un pays à moitié socialiste : une grande partie de la structure productive est encore publique, le service de santé et la recherche scientifique sont encore publics et la mobilisation des masses est une pratique qui persiste dans une certaine mesure.

Un gouvernement loyal aux capitalistes et succombant à la Communauté internationale des groupes impérialistes européens (UE et BCE), américains (USA et OTAN) et sionistes (Israël) ne prendra jamais de mesures efficaces : il n'a même pas fermé les Bourses et les Bourses de marchandises ! Pour de nombreuses entreprises capitalistes

italiennes, il ne suffit pas que le gouvernement augmente la dette publique (comme le demandent également Salvini, Meloni & C jusqu'à ce qu'ils soient au gouvernement) et remplace par de l'argent public les salaires et autres dépenses courantes (loyers, intérêts, etc.) que les entreprises ne tirent pas de la vente de la production manquée. Les capitalistes savent que s'ils arrêtent les ventes, d'autres sociétés capitalistes prennent leur place sur le marché. Les capitalistes n'acceptent de fermer que les entreprises qui ont déjà commencé lentement ou qui veulent se délocaliser : et celles-ci n'ont pas l'intention de les rouvrir, elles profitent de l'occasion.

Cette urgence sanitaire et économique est comme une guerre !

La classe dominante, ses représentants et ses porte-parole la dirigent en combinant la négligence des masses populaires avec la promotion d'un climat d'"unité nationale" autour des institutions de la classe dominante : ils tentent d'empêcher les masses populaires de s'organiser et de se mobiliser pour prendre en main le destin du pays. La majorité et l'opposition veulent reprendre le jeu des Grandes Confrontations d'antan entre le pôle PD et le pôle Berlusconi.

De nos jours, chaque organisme ouvrier et populaire, chaque organisation politique et syndicale liée dans une certaine mesure aux masses populaires, chaque club et association est confronté à ce choix :

- de se soumettre aux intérêts et aux prétentions de la bourgeoisie, à ses manœuvres et à son système de pouvoir, d'attendre et de nourrir les masses l'illusion que la solution du problème vient du gouvernement, des partis de gouvernement ou d'opposition, en tout cas du sommet de la République pontificale,
- d'organiser l'information et la mobilisation des travailleurs et des masses indépendamment du cirque médiatique et contre son ivresse, de promouvoir et de soutenir les mobilisations des travailleurs, des précaires, des anciens et des nouveaux chômeurs créés par l'urgence sanitaire, pour le travail et les revenus (soutien au revenu des familles, "revenu de quarantaine", services de santé de prévention et de traitement, droit à l'information, etc.) et d'orienter chaque corps de travailleurs et de personnes vers la constitution de son propre gouvernement d'urgence, le gouvernement du Bloc populaire.

Le renforcement du service de santé publique est une mesure urgente et indispensable, c'est la mesure principale et décisive !

Le ralentissement de la propagation de la contagion ne sert qu'à faire face au manque de places en soins intensifs pour les personnes infectées qui développent des symptômes graves, c'est-à-dire à remédier au mieux au travail criminel des gouvernements de l'Union Européenne qui ont démantelé le Service de santé et privatisé une grande partie de ce qui restait, au point qu'avant même l'épidémie de coronavirus pour obtenir rapidement des soins de santé, il fallait se tourner vers les particuliers. La solution à l'épidémie ne consiste pas à retarder la propagation de la contagion, mais à traiter ceux qui développent des symptômes graves et à laisser les individus développer leurs défenses immunitaires en masse.

Les travailleurs de la santé doivent dénoncer une situation qu'ils connaissent bien. Tous les autres travailleurs doivent les soutenir. Hôpital par hôpital, service par service, nous devons nous organiser pour imposer les mesures qui servent réellement à faire fonctionner les hôpitaux et les établissements de soins de santé et à garantir rapidement un service de santé publique efficace et suffisant.

Les établissements de santé privés doivent être réquisitionnés, la recherche pharmaceutique et sanitaire et la production de matériel médical (masques, etc.) doivent être soumises au contrôle public, et équipées pour prévenir des épidémies plus graves que celle du coronavirus Covid-19 !

Il n'est pas acceptable qu'une fois de plus, au nom de l'urgence, les effets des coupes et des privatisations, dont les responsables ont des noms et des prénoms, soient le PD, Forza Italia, la Lega, Fratelli d'Italia et tous les partis qui, ces dernières années, ont alterné au gouvernement en faisant les intérêts de la Mafia, de la Confindustria, du Vatican, des impérialistes européens, des USA et des sionistes. Les coupes dans le service de santé n'étaient pas nécessaires "parce qu'il n'y a pas d'argent" : l'argent pour l'OTAN et pour les armes, les chars et les avions de guerre était là ; l'argent pour subventionner les cliniques, les universités, les fondations et les écoles privées affiliées au Vatican était là ; l'argent pour les grands travaux spéculatifs inutiles sinon nuisibles (TAV, embourgeoisement des villes d'art, aéroports, grands événements, etc.), l'argent pour financer l'UE, l'argent pour la mafia et son pouvoir parasitaire et le réseau de corruption. Depuis des décennies, l'argent est tout et seulement de l'"argent de confiance" : les autorités en créent autant qu'elles le jugent nécessaire !

Avec l'épidémie, nous sommes dans une situation d'urgence qui nécessite des mesures d'urgence et seule la mobilisation populaire pourra les imposer ou les mettre en œuvre :

Embauchez maintenant ! Faites immédiatement défiler tous les classements pour le recrutement des infirmières et des travailleurs sociaux de la santé (OSS) et internalisez, embauchez et stabilisez tous les travailleurs de la santé précaires. Faites un grand plan de recrutement avec des appels d'offres rapides et faciles ;

La sécurité pour ceux qui travaillent ! Exiger la fourniture de masques, de gants et de combinaisons qui empêchent les opérateurs d'être infectés ;

Réquisitionnez des cliniques et des établissements de santé privés ! Les établissements de santé privés et affiliés doivent être réquisitionnés pour pallier la pénurie de lits.

Un plan extraordinaire pour la santé publique ! Lancer la mobilisation pour imposer un plan extraordinaire de construction et d'entretien des équipements de santé publique sur recommandation des travailleurs et des usagers, s'équiper pour la protection générale et universelle de la santé de la population dans les conditions de vie actuelles associées.

La mesure clé et décisive contre l'épidémie actuelle n'est pas d'arrêter la contagion, mais de traiter les malades qui développent des symptômes graves. Les autres développeront spontanément des défenses immunitaires en quelques semaines.

Le (n)PCI et tout le mouvement communiste (le parti CARC est déjà au premier rang) soutiennent ceux qui dénoncent les conditions de travail imposées par les patrons et approuvées par le gouvernement Conte 2 en exploitant l'urgence du Covid-19, soutiennent toutes les initiatives que les travailleurs et les ouvriers prennent pour assurer leur propre santé et mettre rapidement fin à l'épidémie !

Même l'urgence créée par l'épidémie de coronavirus Covid-19 montre et confirme que la véritable maladie de base de notre société est le capitalisme, désormais en putréfaction sénile !

Depuis plus d'un siècle, la contre-révolution préventive est un aspect fondamental de la lutte de la bourgeoisie impérialiste contre le prolétariat et la révolution socialiste !

L'humanité n'a jamais eu autant de connaissances et de moyens puissants qu'aujourd'hui pour s'attaquer avec succès à tous les problèmes individuels et sociaux. S'il ne les utilise pas, c'est à cause du système capitaliste de gestion de l'activité économique dont nous ne nous sommes pas encore libérés et des répercussions de celui-ci sur le reste de la vie sociale et individuelle.

Mobiliser le prolétariat et les autres classes des masses populaires pour s'en débarrasser est la tâche qui nous incombe à nous, communistes, ce qui nous distingue du reste des masses populaires. Seuls le prolétariat et les masses populaires organisées sont capables de mettre fin à la bourgeoisie et au cours catastrophique des choses qu'elle impose au monde. Le marxisme-léninisme-maoïsme est la science qui éclaire ce travail et nous guide pour l'accomplir.

Construisons le pouvoir des masses populaires organisées !

Construisons le réseau des centres du nouveau pouvoir !

C'est le travail de nous, communistes, aujourd'hui !

Reproduisez et affichez partout, avec précaution, l'affiche de la page 72 du point 63 : voir que le (n)PCI clandestin est présent donne confiance aux travailleurs et amortit l'arrogance des patrons !

Envoyez à la délégation <delegazione.npci@riseup.net> l'adresse électronique de toute connaissance et de tout organisme à qui il peut être utile de recevoir les communiqués des partis

Prenez contact avec le Centre du Parti (en utilisant le programme de cryptage PGP et le programme de navigation anonyme TOR) pour essayer, sous sa direction, de construire un Comité du Parti clandestin dans votre entreprise, votre école ou votre zone d'habitation !